

- [Datavisualisation](#)
- [Vérification](#)
- [Nanographix](#)
- [Contexte](#)

Au fait, c'est quoi, la Ligue de défense juive ?

Le Monde | 23.07.2014 à 14h48 • Mis à jour le 23.07.2014 à 18h49 | Par [Samuel Laurent](#)



Au cœur des polémiques qui ont émaillé les manifestations et les heurts en lien avec le conflit israélo-palestinien, un sigle revient souvent : celui de la LDJ, pour Ligue de [défense](#) juive. Ce groupe, sans existence légale, composé seulement d'un noyau dur de quelques dizaines de militants, a joué un rôle parfois trouble rue de la Roquette à [Paris](#), le 13 juillet, ou à Sarcelles le 20 juillet, où [ses](#) militants sont venus « défendre » les synagogues. Quelle est la nature de cette organisation ? Quelques éléments.

1. Une organisation d'inspiration américaine, qui prône le retour en Israël

La LDJ est née en [France](#) sous l'appellation « Liberté démocratie et [judaïsme](#) ». Créée sous le statut d'association en octobre 2000, elle s'est [dissoute d'elle-même dès 2003](#), sans jamais [cesser](#) ses activités, même sans existence légale.

Essentiellement présente en région parisienne, forte de quelques dizaines de membres tout au plus, auxquels se greffent des « irréguliers » au fil des événements, elle s'inspire directement de la Jewish Defense League, créée aux Etats-Unis en 1968 par le rabbin Meir Kahane, aujourd'hui classée par le FBI [comme un groupe terroriste](#) et interdite suite à des tentatives d'attentat à la bombe contre une mosquée.

La LDJ française a été fondée par des anciens du Betar, autre mouvement d'autodéfense juive plus ancien, dont elle a peu ou prou pris la succession. Comme la JDL, [la LDJ se définit comme](#) « une organisation sioniste, affirmant que la seule protection du peuple juif contre l'arbitraire et la violence,

est [Israël](#), *état juif souverain* ». Elle se donne pour mission de « *protéger les juifs de France contre la violence tant verbale que [physique](#) de leurs ennemis* ». Elle milite aussi pour [éduquer](#) les jeunes juifs au retour en terre d'Israël.

En 2011, la LDJ fait polémique en proposant à ses militants de [partir en Israël aider à défendre les colonies](#).

2. Des méthodes musclées

Comme son homologue américaine, la LDJ assume le recours à la violence. Dans [sa charte](#), elle explique « *vouloir [défendre](#) le peuple juif contre toutes les formes modernes de haine antijuive, antisémitisme, judéophobie, antijudaïsme et antisionisme* », et ce en maintenant « *une veille tant idéologique que sportive afin de [pouvoir parer](#) à toutes menaces physiques des ennemis du peuple juif* ».

Pour ce [faire](#), la Ligue revendique [donner](#) à ses membres « *un entraînement physique régulier de techniques d'autodéfense [leur] permettant de [pouvoir](#) se [défendre](#) et d'aider, le cas échéant, tout membre de la communauté en difficulté* ».

Les militants, de jeunes hommes pour l'essentiel, pratiquent notamment le krav maga, technique d'autodéfense de l'[armée](#) israélienne. La LDJ ne dispose pas d'une structure très claire ni de responsables très identifiés, mais fonctionne plutôt comme une « marque » qui rallie de jeunes juifs désireux d'en [découdre](#).

Et à plusieurs reprises, ces derniers ont été mêlés à des violences. En 2002, une dizaine de jeunes hommes sont arrêtés, porteurs d'armes blanches et de battes de base-ball, en marge d'une manifestation du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) au cours de laquelle un [commissaire de police est grièvement blessé](#). Le 30 décembre 2003, des étudiants d'une association propalestinienne sont attaqués au sein même du tribunal administratif de Paris par des militants proches de ce mouvement.

L'autodissolution de la LDJ, en 2003, ne l'empêche pas de [poursuivre](#) son activité. En 2009, deux lycéens d'origine maghrébine du prestigieux établissement Janson-de-Sailly, dans le XVI^e arrondissement de la capitale, sont roués de coups lorsqu'ils refusent des tracts de la LDJ. La même année, une librairie qui soutenait la cause palestinienne est saccagée par des militants proches de la ligue. En 2011, une vingtaine de militants attaquent un [cinéma](#) parisien qui projette un film sur les exactions israéliennes à Gaza. La LDJ s'en est également prise à Stéphane Hessel ou à l'écrivain Jacob Cohen.

3. Des provocations sur les réseaux sociaux

Outre les violences physiques, la LDJ développe une activité militante sur Internet. Dès 2001, le site Cpij (comité pour une information authentiquement juive), qui déverse caricatures et pamphlets anti-Arabs, mais aussi contre certaines personnalités de confession juive qualifiées de « *vermines* » pour leurs positions, est fermé suite à une série de plaintes.

Cet aspect de l'activité de la LDJ ne va [faire](#) que s'amplifier au fil du temps. Il suffit d'aller [sur la page Facebook de l'organisation](#) pour [lire](#) des posts et des commentaires truffés de fautes d'orthographe qui qualifient les musulmans de « *rats* », de « *racaille maghrébine* » et autres propos injurieux.



Dans les événements récents, la LDJ a utilisé les [réseaux sociaux](#) pour des motifs troubles. Ainsi, rue de la Roquette, dimanche 13 juillet, des militants de la LDJ auraient, selon des témoins, [provoqué les manifestants propalestiniens](#), même si les versions divergent.

Le 20 juillet, la LDJ évoque des attaques contre les commerçants de la rue des Rosiers, où réside une communauté juive, et demande aux militants de [venir](#) la [défendre](#). En réalité, il n'y a eu aucune attaque.



4. Une organisation critiquée par des organisations juives et interdite en Israël

Si la France n'a pas interdit la LDJ, ce n'est pas le cas, on l'a vu, des Etats-Unis, où la Jewish Defense League (JDL) est classée comme organisation terroriste. La Ligue est également interdite en Israël, suite notamment au massacre du tombeau des Patriarches : en 1994, un extrémiste israélo-américain, Baruch Kappel Goldstein, ancien de la JDL, avait tué 29 Palestiniens et blessé 125 personnes avant d'être lui-même tué.

De nombreuses organisations antiracistes, [comme le MRAP](#), mais également des associations juives françaises demandent maintenant la dissolution de la LDJ, par exemple [l'Union juive française pour la paix](#).

Plus récemment, le député communiste Jean-Jacques Candelier a lui aussi demandé la dissolution de la LDJ, suite à l'affaire de la rue de la Roquette.

- [Samuel Laurent](#)
Journaliste au Monde **Suivre** [Aller sur la page de ce journaliste](#) [Suivre ce journaliste sur twitter](#)

Les manifestations propalestiniennes en France

- [Après les heurts à Barbès et Sarcelles, le gouvernement dénonce des « actes antisémites »](#)
- [A Sarcelles, des dégradations après des manifestations interdites](#)
- [Nouvel appel à manifester à Paris pour Gaza](#)

[Contexte](#) ▪ [Nanographix](#) ▪ [Datavisualisation](#) ▪ [Vérification](#) ▪ [Les décodeurs](#)

Les décodeurs, mode d'emploi

Les décodeurs du Monde.fr vérifient déclarations, assertions et rumeurs en tous genres ; ils mettent l'information en forme et la remettent dans son contexte; ils répondent à vos questions.

[Lire la charte](#)

[Découvrir l'équipe](#)

[Le monde abonnements](#) Profitez du journal où et quand vous voulez. Abonnements papier, offres 100 % numériques sur Web et tablette.

[S'abonner au Monde à partir de 1 €](#)

Déjà abonné au
journal *Le Monde* ?

- Activez votre accès à l'Édition abonnés du Monde.fr
- Gérez votre abonnement